

COMBAT OUVRIER



Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Supplément au mensuel

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI & SAMEDI

Mercredi 15 janvier 1974

PRIX : 0,30 F.

EDITORIAL

CONTRE LA HAUSSE DES PRIX :
ÉCHELLE MOBILE
DES SALAIRES.

La hausse du prix du pain vient à peine de prendre effet que l'on parle déjà d'une nouvelle hausse pour bientôt. Mais de plus, une autre hausse importante doit intervenir au mois de Mars : les tarifs de fret maritime augmenteront de 15 %. Le transport des marchandises en provenance de l'étranger et en particulier de France, coulera donc plus cher. Cette hausse va se répercuter sur les prix de toutes les marchandises de consommation courante. Cela d'autant plus que la plupart des produits consommés ici sont importés.

La hausse des prix continue donc et se poursuivra encore ; car elle est une des manifestations de la crise qui s'installe peu à peu dans le monde. Crise qui est due à l'incapacité du système capitaliste de fonctionner convenablement. Car il est fait pour profiter à quelques riches banquiers et industriels de par le monde.

Ce système est malade parce qu'il est vicié à la base. Alors, évidemment, c'est vers les travailleurs que se retournent les capitalistes pour payer leur crise. Maintenant que les affaires vont mal, ils voudraient que les travailleurs partagent les inconvénients alors que lorsque cela marchait mieux, ils n'ont jamais invité les travailleurs à partager les énormes bénéfices, qu'ils réalisaient d'ailleurs sur le dos des travailleurs.

Aussi face à la crise, la classe ouvrière doit avoir en vue ses propres intérêts, quelles que puissent être les difficultés des patrons.

La lutte des travailleurs contre la hausse des prix, c'est avant tout la lutte pour contraindre les patrons à augmenter les salaires chaque fois que les prix montent. Et pour fixer ces hausses de salaire, il s'agit de se fonder sur les dépenses réelles des travailleurs.

Dans les quartiers des villes et dans les communes, il est possible que les travailleuses qui sont à domicile surveillent toutes les hausses des prix afin de déterminer les hausses de salaires qui sont nécessaires aux travailleurs.

Seule cette lutte pour l'échelle mobile des salaires permettra aux travailleurs de ne pas être les victimes des hausses incessantes des prix.

ARLETTE LAGUILLER AUX ANTILLES

ARRIVÉE A RAIZET : SAMEDI 18 A 14H

ELLE TIENDRA DEUX MEETINGS :

LE MARDI 21 A 19H

A LA SALLE DES FÊTES DES ABYMES (GUADELOUPE)

LE VENDREDI 24 A 19H A FORT-DE-FRANCE

Venez nombreux
pour entendre

et soutenir Arlette LAGUILLER

GUADELOUPE :

LES TRAVAILLEURS IMPOSENT LE RESPECT DES
DROITS SYNDICAUX A LA SCEFA (CAPESTERRE)

Le samedi 4 janvier devaient avoir lieu à la SCEFA, société bananière ayant plusieurs propriétés à Capesterre, des élections pour la désignation des délégués du personnel. Deux listes étaient en présence ; une CGT et une CFDT. Il y avait huit postes à pourvoir (4 titulaires et 4 suppléants).

Mais à la suite des manœuvres de la direction, qui alla jusqu'à ne pas inscrire sur la liste des votants plus de 100 travailleurs, les élections ne purent se terminer, car des candidats CGT invitèrent les travailleurs à ne pas voter. Les élections furent donc renvoyées au samedi 11.

Cette fois encore plusieurs dizaines de travailleurs que la direction veut probablement licencier, ne furent pas inscrits encore une fois. Un premier groupe d'entre eux, après qu'il ait protesté énergiquement fut autorisé à voter. Par la suite des travailleurs d'une autre habitation qui n'étaient pas non plus inscrits et à qui on refusait le droit de voter s'en prirent violemment à Max MARTIN, le "grand patron" de la SCEFA puis interrompirent le scrutin de manière assez violente. Le dépouillement fut quand même fait et donna comme résultat :

Titulaires : CGT. 43 voix ; CFDT. 13

Suppléants : CGT. 37 voix ; CFDT. 18

Mais les représentants CGT ne signè-

rent pas le procès verbal. Finalement le lundi 13, ils revinrent sur leur décision du samedi et signèrent. On ne sait encore ce qu'en penseront les travailleurs qui n'avaient pu voter.

En tout cas c'est quand même une victoire pour la CGT qui obtient 6 délégués dont 3 titulaires et 3 suppléants. Mais c'est surtout un grand succès pour les travailleurs de la SCEFA qui par deux fois ont montré qu'ils n'étaient pas décidés à se laisser bafouer impunément.

Mais c'est aussi un avertissement au patron ; car en portant aux postes de délégués des travailleurs combattifs, le personnel des plantations de la SCEFA montre par là qu'il n'est nullement décidé à se laisser écraser par l'exploitation sans réagir. Martin ne tardera pas à s'en apercevoir.

MARTINIQUE

FERMETURE DE
LA CFE

Après bien d'autres entreprises la CFE a décidé de fermer ses portes. Ce sont évidemment les travailleurs qui feront les frais d'une telle décision.
(Suite au verso)

MARTINIQUE AGISSEMENTS FACISTES AU MARIGOT

Le 31 décembre au soir, à Marigot, plusieurs maisons furent barbouillées de godron. Comme par hasard, ces maisons appartenaient à des personnalités politiques opposées à la municipalité. Est-ce un nouvel exploit à verser sur le compte des bandes de tonton Macoutes dirigées par le maire Renard ? On se souvient en effet qu'il y a quelques mois, ils s'étaient attaqués à des travailleurs agricoles et s'en étaient pris violemment à des militants maoïstes et à ceux du GRS.

Il est temps que la riposte à ces sinistres individus s'organise afin de rendre coup pour coup.

SEGTA LICENCIEMENT A - RENÉVILLE

A Renéville, une quarantaine d'entre nous, coffreurs pour la plupart, reçoivent déjà leur préavis de licenciement alors que le troisième bloc n'est pas fini et que le quatrième commence seulement.

En fait, la SEGTA veut rester fidèle à sa politique de rentabilisation, elle préfère réduire le personnel, quitte à embaucher plus tard des tâcherons pour terminer les travaux.

FERMETURE DE LA CFE (suite de la page 1)

La liste des entreprises qui ferment augmente tous les jours du fait de la crise.

Les travailleurs ne doivent pas accepter sans réagir la fermeture des entreprises. Il est possible d'occuper celles d'entre elles qui veulent fermer et de les faire fonctionner au profit des travailleurs. Jusqu'ici des fermetures se sont déroulées sans problèmes pour les patrons, avant tout parce que les grandes organisations ouvrières se sont montrées absolument passives. Elles sont sans perspectives, sans orientation devant la période de crise qui est en train de se développer.

Face à cette situation les travailleurs n'ont rien à gagner à suivre cette attitude de passivité. Il faut s'engager dans la voie de la lutte. C'est la seule qui évitera que ce soit la classe ouvrière qui fasse les frais de la crise des capitalistes.

TOUS A LA MANIFESTATION POUR LES MILITANTS GUYANAIS

Appel : Combat Ouvrier aux côtés du GRS et de l'Union des Travailleurs de Schoelcher appelle tous les travailleurs à participer à la manifestation de soutien aux emprisonnés guyanais qui aura lieu le mercredi 22 janvier en fin d'après-midi à Fort-de-France.

Directeur de Publication : M.E. ZÖZOR
Commission paritaire n° 51.728
Rédaction du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : Gérard Beaujour
B.P. 214 P à P
B.P. 386 F d F
Supplément au N° 45

LES BILLETS CHANGENT DE TÊTE ... MAIS PAS DE MAINS !

Depuis le 1er janvier, les billets de banque qui avaient cours aux Antilles sont progressivement remplacés par les billets qui circulent en France.

Certains estiment que c'est là un progrès, car désormais il ne sera plus nécessaire de changer ses billets avant d'aller en France : mais il s'agit évidemment d'une minorité de la population, celle qui a l'occasion de voyager relativement souvent.

Pour des raisons analogues, il semble que les hommes d'affaires et bourgeois locaux soient assez satisfaits du changement survenu.

Mais quant à savoir si cela aura une influence bénéfique sur l'économie, nous laissons ce soin aux spécialistes qui se plaisent à déceler ses variations aussi minimes soient-elles.

GUADELOUPE GRÈVE A LA SECURITE SOCIALE (Caisse des Fonctionnaires).

Le mercredi 8 janvier les employés déclenchèrent une grève sur le tas à titre d'avertissement, afin de contraindre la direction à restructurer le service avec des cadres qualifiés.

En outre, ils réclamaient de meilleures conditions de travail, un service de documentation adéquat. En effet les dossiers des assurés sociaux font la navette entre les différents services de la Caisse quand, il faut, en particulier, résoudre les problèmes qui surgissent du fait de l'application des textes nouveaux. Ainsi les employés mettent un temps anormalement long à satisfaire les assurés, et ce n'est pas de leur faute. Ce retard serait encore plus long si ces employés ne travaillaient avec dévouement dans un local inconfortable et qui est dit "provisoire" depuis sa création.

Les employés demandent aussi le retrait d'un chef de service qui se permet d'insulter les employés et d'épier leurs moindres faits et gestes, allant jusqu'à chronométriser le temps pris pour le petit

Il semblerait que la raison essentielle de ce changement soit surtout payologique, et qu'il s'inscrive dans le cadre de la prétendue "départementalisation économique" chère à Giscard. C'est en fait d'un renforcement de l'assimilation qu'il s'agit.

Mais apparemment, pour la grande majorité de la population, c'est-à-dire les travailleurs et les pauvres, rien n'a changé. Bien sûr, les billets ne sont plus les mêmes, mais la quantité d'argent que nous avons en poche ne varie pas d'une centime. Et nous ne prenons aucun risque en annonçant que la hausse des prix va continuer de plus belle ... Alors, que nous soyons payés en anciens ou nouveaux billets, il nous faudra plus que jamais lutter pour améliorer notre sort.

déjeuner. Ce chef va jusqu'à demander à des employés de faire ses courses personnelles.

La lutte ne fait que commencer et si le directeur s'est signalé en demandant ce que signifiait une grève sur le tas, il ne manquera pas d'avoir un complément d'information d'ici peu de temps, car les employés sont décidés à faire triompher leurs revendications.

POINTE-A-PITRE : ECHOS DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL

UN NOUVEAU DIRECTEUR.

Un nouveau directeur est entré en fonction à l'hôpital général. Depuis son arrivée, il fait le tour des services pour s'informer des problèmes du personnel.

C'est donc le moment pour les hospitaliers de lui dire que tant que les conditions de travail seront aussi déplorables, l'hygiène et le confort des malades ne connaîtront aucune amélioration.

Les agents n'hésiteront pas à soulever le problème de toutes leurs revendications qui n'ont pas été satisfaites, entre autre, l'organisation d'un transport de nuit qui les mettrait à l'abri des attaques nocturnes, dont certains ont déjà été les victimes.

Ce nouveau directeur se présente bien. Mais c'est à son action que le personnel le jugera.

MANQUE DE PERSONNEL :

CE SONT LES MALADES QUI EN SOUFFRIRONT.

Certains services de l'hôpital général, à l'exception des pavillons chirurgie et médecine 5, ne sont desservis que par 2 aides-soignantes. Il s'avère souvent, qu'après un service de nuit, toutes les 2 soient absentes durant une demi-journée et remplacée dans leur tâche par les filles de salle.

Cette situation ne peut qu'engendrer du travail supplémentaire pour ces dernières déjà submergées par leur propre corvée : mais en plus, elle constitue un grave danger pour les malades, car ces agents, même pleins de bonne volonté, n'ont aucune qualification leur permettant de faire le travail des aides-soignantes.

DANS CERTAINES PETITES ENTREPRISES LA VIE DES TRAVAILLEURS EST IMPOSSIBLE

Ainsi à la société TELETRONIC qui s'occupe de l'installation des téléphones, une poignée de travailleurs se font exploiter durement par leur patron.

Ce monsieur qui se prend pour un petit roi dans son entreprise, se permet d'injurier à longueur de journée les ouvriers, les traitant d'abrutis et autres qualificatifs méprisants.

De plus, les ouvriers spécialisés s'occupant des réparations et de l'entretien sont, depuis plusieurs années, payés au SMIC. Certains, embauchés depuis plusieurs mois, ne sont pas déclarés à la Sécurité Sociale et touchent un salaire très inférieur au SMIC. Quant au paiement des heures supplémentaires, il est carrément ignoré.

Mais ces travailleurs commencent à en avoir assez de subir une telle situation et il n'est pas dit qu'ils l'acceptent toujours sans riposter.

Abonnez-vous à COMBAT OUVRIER.